

RAPPORT MORAL DU PRESIDENT GENERAL

SAMEDI 25 NOVEMBRE 2017

Mesdames, Messieurs,

Chers amis ou sympathisants de la Fédération sportive et culturelle de France,

Il y a un an, c'était au Mans, vous m'avez renouvelé votre confiance en me portant à la tête de la Fédération et je vous en remercie.

C'est une fierté, un honneur, une responsabilité. Oui, c'est une immense responsabilité de conduire les destinées de notre institution.

Fédérer autour d'un projet commun, tenir compte des personnalités et des sensibilités de chacun, de la diversité et des particularités des territoires et de toutes leurs composantes, s'adapter à un environnement social et économique sans cesse en évolution, n'est pas de tout repos.

Mais, rassurez-vous, quand on est tombé dans la marmite fédérale, comme Obélix est tombé dans la potion magique, l'attachement très fort – presque filial - qui nous unit à l'institution nous donne la force de surmonter les difficultés, les dissensions, les doutes.

La force, nous la puisons aussi dans la passion qui nous anime. Vous le savez bien – vous tous qui êtes ici aujourd’hui – que sans passion rien ne serait possible. Nous n’agirions pas si nous n’étions pas motivés par quelque chose de viscéral. C’est par passion que nous agissons, que nous poursuivons un but avec force et détermination. La passion, c’est notre moteur, ce qui nous unit !

Avant de revenir sur le bilan de l’exercice 2016/2017, je voudrais remercier tous ceux qui ont mis leur compétence et leur énergie au service de la vie fédérale, élus du comité directeur, des comités régionaux et départementaux, nommés des commissions fédérales, régionales et départementales, arbitres, juges, formateurs, dirigeants, salariés de toutes nos structures et tout spécialement du siège fédéral et de la direction technique nationale.

NOS RELATIONS INSTITUTIONNELLES

La reconnaissance et la notoriété de la Fédération sont assurées par sa présence au sein de réseaux institutionnels nationaux et internationaux.

Dans le cadre de la convention d’objectifs qui nous lie avec le ministère chargé des sports, nous avons bénéficié d’une subvention de 541 000 € et de la mise à disposition de nos 3 conseillers techniques nationaux et de notre directrice technique nationale. A cette subvention, une aide de 20 000 € nous a été attribuée au titre de la jeunesse et de l’éducation populaire. Nous espérons que ce soutien de nos ministères de tutelle sera maintenu.

En ce qui concerne les relations que nous entretenons depuis de nombreuses années avec la direction de la création artistique du ministère de la Culture et de la Communication, les perspectives d’une convention pluriannuelle d’objectifs pour les années 2018-2019-2020 sont actuellement reportées et notre demande de subvention pour l’année 2017 en attente de signature.

Le Centre national pour le développement du sport (CNDS) national a apporté son soutien dans le cadre des emplois sportifs qualifiés. La part territoriale des crédits, c'est-à-dire les subventions aux associations, aux comités régionaux et départementaux, s'est élevée quant à elle à 1 010 232 € en 2016 principalement pour l'aide à l'emploi, l'aide directe à l'activité et l'aide à la formation.

Au plan national, nous avons assuré notre représentation au sein du Comité national olympique et sportif français (CNOSF).

Suite à la réélection de Denis Masséglià à la présidence, nous avons réaffirmé par écrit notre volonté de préserver et de contribuer à l'unité du mouvement sportif français. Nous lui avons également fait savoir que nous nous inscrivions pleinement, en tant qu'acteur du mouvement sportif à l'origine avec d'autres du serment olympique, dans le soutien à la candidature de Paris à l'organisation des Jeux Olympiques de 2024.

Mais, au-delà du soutien plein et entier que nous apportons à l'évènement festif qui rassemble « dans un esprit fraternel les athlètes du monde entier », nous avons saisi l'opportunité qu'offrent ces jeux pour rappeler dans un message le sens de notre engagement :

« La décision d'attribuer les JO à Paris doit pouvoir engager des mutations profondes et pas seulement des produits marketing sans souci d'appropriation ou de transmission par les acteurs. Nous souhaitons des jeux pour tous, en y associant l'ensemble du mouvement sportif, toutes les fédérations et pas seulement les élites ».

Un autre sujet de préoccupation concerne la construction d'une nouvelle gouvernance du sport qui sera prochainement engagée. Dans le contexte de la concertation qui sera organisée avec l'ensemble des parties prenantes, l'Etat, le mouvement sportif, les collectivités locales et les entreprises, nous souhaitons rester attentifs à la place qui sera réservée aux fédérations affinitaires et multisports et à notre contribution à un sport pour tous.

Plusieurs de nos membres nous ont représentés dans les organisations partenaires, mouvements sportif, culturel et associatif :

- Laurence Munoz au comité directeur de la plateforme d'échange et de coopération entre fédérations multiactivités et affinitaires *I.D.ORIZON – Ensemble pour un sport partagé*,
- Jean-Luc André au Conseil interfédéral des activités aquatiques (CIAA),
- Gladys Bézier au Conseil social du mouvement sportif (CoSMoS),
- Claude Piard et Jean-Marie Jouaret au Comité Pierre de Coubertin,
- Jacqueline Rocher, secrétaire générale de l'Association française pour un sport sans violence et pour le fair play (AFSVFP)
- Laurence Munoz et Jean Vintzel à l'Académie nationale olympique française,
- Catherine Perez à la Coordination des fédérations et des associations de culture et de communication (COFAC),
- Claude Schmit à la Coordination des associations musicales de pratiques amateurs (CAMPA),
- Anne Cordier au Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP),
- Laurence Munoz et Annick Decerle au Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CNAJEP),
- Gérard Briaud à l'Union nationale des centres sportifs de plein air (UCPA) et aux Mouvements éducatifs de l'apostolat des laïcs,
- Patrick Laurendeau à l'Union générale sportive de l'enseignement libre (UGSEL),
- Valérie Belsito, Laurence Munoz, Anne Cordier, Patrick Laurendeau, Dominique Joly, Bertrand Rousseau, Jonathan Colomb et votre serviteur à la Fédération internationale catholique d'éducation physique et sportive (FICEP),
- Alain-Jean Lamirand à la Commission armées jeunesse et au Comité de la flamme sous l'Arc de triomphe,
- Jean-Marie Jouaret à l'Association des écrivains sportifs.

NOS RELATIONS INTERNATIONALES

Dans le domaine des relations internationales, les activités de la saison ont été centrées sur les relations avec la Fédération internationale catholique d'éducation

physique (FICEP) et notre participation aux différentes réunions, aux jeux FICEP et au camp des jeunes dont l'organisation avait été confiée à la FSCF.

Le camp, qui a bénéficié du soutien financier de l'agence Erasmus +, s'est déroulé dans des conditions exceptionnelles d'encadrement, de logistique et d'environnement sur le site d'Hermancia de l'association *Le Chantier* au bord du Lac Léman.

A propos de l'agence Erasmus +, je tiens à souligner le soutien que nous avons également obtenu en 2016 au titre du projet mené en lien avec les politiques de jeunesse et d'éducation populaire : SoLeader.

Sur le plan humanitaire, nous avons maintenu notre aide financière en direction de nos amis de Madagascar. Elle concerne une participation au développement des activités de la FIHEZAMA et une participation exceptionnelle pour l'amélioration des conditions de vie des personnels salariés.

NOTRE TERRITOIRE

Conformément à la loi du 16 janvier 2015 portant sur la délimitation des régions, nous avons mis en place un nouveau schéma territorial, conforme à la nouvelle géographie politique et administrative française. Il repose dorénavant sur 12 comités régionaux.

La réforme territoriale n'a pas été toujours facile. Elle a impliqué des regroupements territoriaux, des fusions, une mutualisation des moyens humains et financiers, une redéfinition des compétences et un nouveau cadre juridique.

Dans ce contexte, les assemblées générales de toutes les instances dirigeantes de la Fédération ont procédé au renouvellement de leurs membres. Le comité directeur, les conseils d'administration des structures territoriales et les membres des commissions nationales ont été renouvelés.

De nombreux obstacles ont dû être surmontés pour mettre en place une nouvelle gouvernance qui tienne compte de la diversité, de la spécificité et de l'équilibre des

territoires. Mais, malgré les difficultés, nous avons su travailler ensemble et nous avons dorénavant une institution en ordre de marche.

Pour accompagner les acteurs territoriaux, nos statuts fédéraux ont prévu un conseil du territoire. Cet organe consultatif composé du bureau fédéral, des présidents des comités régionaux et d'un représentant des territoires d'Outre-mer a rassemblé pour sa première édition tous les présidents des comités régionaux les 3 et 4 février dernier au siège fédéral.

Il a permis à chacun de se présenter, d'échanger sur des problématiques communes, notamment sur la répartition des compétences entre les instances nationales et territoriales, la gestion des ressources humaines et la déclinaison d'un projet de développement territorial en lien avec le PDF.

Les présidents des comités régionaux sont les premiers relais de la politique fédérale sur le territoire. C'est en travaillant tous ensemble et en adhérant pleinement au projet fédéral que nous mènerons à bien la mission qui nous a été confiée.

NOS ACTIVITES

Les premiers mois de l'année 2017 ont été marqués par le renouvellement de nos commissions nationales.

Les candidatures étaient ouvertes et devaient répondre à un engagement au PDF.

Les responsables nationaux ont été nommés par le comité directeur avec méthode et rigueur et la nomination des membres des commissions est finalisée.

Les nominations ont été faites en tenant compte de la représentativité territoriale et des compétences à réunir pour répondre aux missions qui sont les leurs.

Nous avons organisé plusieurs assises par activité ou famille d'activité. Les arts martiaux, les activités de randonnée et de pleine nature ont rassemblé sur une journée, au siège national ou à distance, entre 70 à 80 participants.

L'objectif de ces journées était double :

- recruter et mobiliser les futurs acteurs,
- et
- ouvrir le chantier de rénovation et de relance des activités.

Si les assises du tir ont dû être annulées faute de participants, d'autres sont à l'étude et se tiendront dans les mois à venir.

Après la modification des statuts fédéraux et des statuts types des structures territoriales, c'est l'ensemble des textes fédéraux qui a subi un véritable lifting.

Au-delà de la conformité avec le code du sport, ces textes sont déclinés en cohérence les uns avec les autres. Ils ont pour vocation d'organiser et d'optimiser le fonctionnement de la FSCF.

En ce qui concerne le fonctionnement des activités, le comité directeur a approuvé différents textes. L'ancien règlement des commissions a été remplacé par un règlement général des activités qui peut être complété en fonction des besoins par un règlement spécifique à l'activité et par un règlement spécifique des événements.

Ceci permet d'harmoniser et de clarifier les règles de nos championnats notamment.

Tous ces documents sont regroupés dans un espace dédié sur le site.

Enfin, la décision de rendre gratuite la diffusion via internet de l'ensemble des programmes techniques, représente une redistribution de plus de 80 000 € aux associations. La boutique va certes souffrir, mais c'est le prix à payer pour être compétitif vis-à-vis de certaines fédérations délégataires par exemple. En contrepartie nous augmentons légèrement les droits d'engagements.

Dans le cadre de la politique de santé publique, nous avons organisé le 3 février dernier un Colloque sur « Le rôle des associations dans le sport-santé ».

Prévu depuis de long mois, le colloque, animé par notre vice-présidente Laurence Munoz, était organisé au siège national et sous forme de web conférence.

Les échanges ont été suivis de la présentation du programme santé fédéral « Atoutform' » par Marjolaine Kazouit-Séguy, chargée de mission nationale sport-santé FSCF.

Au nom du comité directeur, je renouvelle mes remerciements aux représentants des pouvoirs publics, des mouvements sportif et associatif et des médecins, Bertrand Rousseau et Charles Agenet, qui ont permis de poser la problématique des associations sportives comme principal relais du sport-santé et de mesurer les moyens mis en œuvre ou à mettre en œuvre.

NOS FORMATIONS

La formation constitue un secteur essentiel pour le présent et l'avenir de la Fédération. Elle est au cœur de nos préoccupations. Quand on parle formation, il ne faut pas se limiter à celle de nos animateurs. Une réelle volonté de développement des ressources humaines politiques et managériales est affirmée depuis plusieurs années et se concrétise, avec plusieurs pistes.

La réflexion se poursuit pour aider - « outiller » nos associations - et leur permettre de faire découvrir la vie associative, son fonctionnement. C'est sans doute une première étape qui aidera au recrutement de nouveaux bénévoles.

Une de nos forces est la jeunesse de nos adhérents. Ce sont nos dirigeants de demain. Un certain nombre de nos jeunes ont des envies de prise de responsabilités. C'est à nous de leur donner la possibilité de développer leurs capacités et leurs compétences de « responsable », de « leader ». C'est pourquoi, outre les actions des séjours « Soleader », nous travaillons pour relancer (avec quelques évolutions à prévoir) la formation d'éveil aux responsabilités.

Pour répondre aux besoins présents, nous poursuivons nos séminaires d'accompagnement des dirigeants fédéraux. La 8^e édition s'est déroulée à Cabourg cette année. La prochaine aura lieu à Mâcon.

Toutes ses actions sont importantes et indispensables pour la pérennité de nos structures et de nos instances.

La formation c'est aussi, la formation continue de nos agents de développement. Ce sont des professionnels qui représentent une force vive au service de nos territoires.

Les temps de rassemblement inscrits dans la saison, séminaire de rentrée, assises, sont devenus des incontournables.

Quand on pense formation, on pense aussi bien sûr à FORMA, l'institut de formation de la FSCF. Filiale à part entière - mais complètement intégrée à la Fédération - centre de conception, de gestion des formations professionnelles, mais aussi lieu de ressources, de conseils, d'accompagnement pour les formations fédérales.

Richesses et ressources dont il ne faut pas se priver et qui ne sont pas assez utilisées.

NOTRE COMMUNICATION

Dans un environnement en perpétuel mouvement, il était indispensable de développer notre stratégie de communication digitale. Nous avons donc poursuivi les efforts engagés pour une communication performante et adaptée.

Le site internet a évolué et avec le lot 2 des fonctionnalités ont été développées comme les annuaires des structures. Des filtres permettent une meilleure consultation de l'information et le magazine *Les Jeunes* existe désormais en version numérique.

Le lot 3 sera prochainement amorcé. Il aura pour objet la refonte du système d'informations, c'est-à-dire les licences, les affiliations et les réaffiliations, les assurances, les abonnements au magazine *Les Jeunes*.

Nous avons intégré les réseaux sociaux. En plus de *Facebook* et *Twitter*, nous disposons depuis septembre 2016 d'un compte *Instagram* et de la plateforme vidéo *Youtube* pour voir ou revoir les vidéos des activités fédérales.

Les sites des structures ou minisites sont opérationnels depuis le 8 novembre 2016. Ils permettent à nos comités régionaux et départementaux d'être identifiés sur le terrain, de faciliter l'accès des adhérents aux informations et d'assurer la promotion de leurs activités.

Enfin, autre moyen de communication digitale essentiel, notre *newsletter* « L'instant sport et culture » qui touche plus de 59 000 personnes par mois. Elle complète l'Infolettre à destination, quant à elle, des dirigeants des structures FSCF.

Suite à la réforme territoriale, l'identité visuelle a été renforcée et étendue aux structures territoriales avec la création de supports de communication et de logos propres à chaque structure. Une campagne « Sport et culture, à chaque passion ses émotions » a été lancée à la rentrée 2016 et un document « Eléments de langage » a vu le jour pour mieux communiquer.

Beaucoup d'améliorations ont été apportées et de nombreux leviers ont été utilisés pour promouvoir, identifier et asseoir notre notoriété. Pour autant, notre communication ne pourra être vraiment performante que si toutes les structures « jouent le jeu » et assurent bien leur rôle de relais auprès des décideurs et des acteurs.

NOS RESSOURCES

L'an passé, je vous disais que lors du 1^{er} mandat nous avons déjà mené de grands chantiers en ayant recours à l'autofinancement. Il nous faudra aussi garantir notre avenir en assurant nos moyens d'action financiers.

Sur la précédente mandature, nous nous étions fixés un objectif de deux cent mille euros de recettes de partenariat. Nous l'avons atteint. Pour autant, nos efforts doivent être maintenus et toutes les pistes de partenariat explorées, notamment en direction des fondations.

Nous avons aussi filialisé certaines de nos activités marchandes ou de formation pour des raisons économiques mais aussi de clarification fiscale. Il nous faudra réexaminer la place et les objectifs de nos filiales.

La FGSPF, sous la responsabilité de sa gérante notre trésorière générale, devra trouver de nouveaux clients et proposer de nouveaux produits pour abonder en dividendes son unique actionnaire. Je compte sur vous, et notamment sur les produits à tarifs identiques.

Il conviendra aussi que notre institut de formation, Forma', trouve la bonne formule pour affronter la concurrence des formations professionnelles.

Pour assurer son avenir, il devra équilibrer ses comptes – c'est un impératif -, poursuivre les partenariats avec les grandes écoles, la gymnastique suédoise et les mouvements d'éducation, mais aussi trouver les moyens de capter encore plus les adhérents de la Fédération avec l'appui de tous les acteurs fédéraux de terrain.

Mais, comme pour toutes les organisations associatives, l'essentiel de notre autonomie financière reste dans les ressources apportées par nos associations et nos licenciés. J'ai souvent évoqué l'enjeu du développement de nos effectifs. Il doit être aussi accompagné par des efforts dans la gestion de nos titres d'appartenance.

Nous avons fait un grand chemin vers la cohérence de nos tarifications fédérales. Nous devons persévérer. Des pistes de clarification et de simplification de nos titres d'appartenance existent ; à nous de finaliser, lors du prochain conseil du territoire, des propositions concrètes et profitables à tous.

La typologie de nos titres d'appartenance devra mieux correspondre aux différences de contraintes, mais aussi aux différences des avantages qu'ils procurent, car l'effort de contribution de nos associations et de nos membres doit être juste et transparent.

La tâche est rude pour absorber nos amortissements. Nous le savions. A nous d'être plus rigoureux dans la gestion du quotidien.

NOTRE ORGANISATION FONCTIONNELLE DU SIEGE FEDERAL

Certains d'entre vous le savent déjà, une réorganisation des services du siège fédéral est actuellement en cours.

Cette réorganisation s'est imposée dès la fin du mois de mars 2017 à la suite de trois départs sur des postes majeurs :

- celui du directeur des services, Eric Salanoubat, qui est parti pour un poste de direction dans une collectivité territoriale,
- celui de l'adjoint en charge des activités et de la formation fédérale, Olivier Astier, qui depuis quelques temps ne trouvait plus son compte dans l'exercice de ses fonctions,
- celui de l'adjointe en charge de la communication et du marketing, Marion Lacroix qui souhaite se donner un peu de temps pour accomplir des projets personnels avant de repartir pour de nouveaux challenges professionnels.

Dans un premier temps, l'exécutif fédéral, en accord avec le bureau et le comité directeur, a confié l'intérim de la direction du siège à notre directrice technique nationale, Laurence Sauvez.

Le bureau a décidé de structurer cette réflexion approfondie sur l'organisation globale du siège fédéral et de ses postes de direction avec l'aide du cabinet Quatenaire, spécialisé notamment dans le conseil en management.

Parallèlement, une analyse fiscale et financière est menée avec le concours de l'ancien directeur financier et directeur des ressources humaines de la société Arcelor Mittal, aujourd'hui retraité. Vous le connaissez bien puisqu'il est responsable de la commission nationale de twirling depuis plusieurs années : Yves Lambert que je salue et que je remercie pour son aide.

Par ailleurs, le principe d'un accompagnement concernant les systèmes informatiques et d'information de la Fédération a également été validé par le comité directeur. Ce domaine complexe et très spécialisé nécessite des compétences pointues dont nous ne disposons pas à l'heure actuelle parmi les salariés du siège. Je remercie Bernard Olivier, membre du comité directeur, et Pascal Viaud, amis de longue date de la Fédération, de nous accompagner dans cette tâche.

J'en reviens plus concrètement à l'organisation du siège.

Après plusieurs séquences de travail, tant avec les salariés et les chefs de service du siège qu'avec les élus de l'exécutif et du bureau directeur, une proposition d'organisation, validée par le comité directeur le 17 septembre dernier, s'est dégagée dans laquelle il n'y a pas de directeur mais un comité de coordination et 3 pôles :

- un pôle développement et promotion,
- un pôle activités-formation-accompagnement des territoires,
- un pôle administratif, juridique et financier.

Le comité de coordination rassemblera le président, l'exécutif fédéral, les responsables des 3 pôles, la directrice de Forma' et la directrice technique nationale qui aura également une mission de coordination générale des services. Il se réunira tous les 15 jours pour traiter les sujets majeurs qui sont en interface entre deux pôles et suivre l'avancement des projets et des plans d'action à réaliser dans le cadre des missions des pôles.

Les travaux se poursuivent activement pour la mise en œuvre de cette nouvelle organisation début janvier. Ils doivent aboutir à une réorganisation efficiente dans laquelle les fonctions et les responsabilités précises des équipes de salariés, mais aussi des élus et des nommés, seront clairement identifiées par toutes les instances fédérales.

2018, LE 120^E ANNIVERSAIRE DE LA FEDERATION

Cent-vingt ans au service de millions d'adhérents, du tout petit au sénior, 120 ans d'épanouissement de la personne et de convivialité imposaient de célébrer cet anniversaire. Pour être à la hauteur de l'évènement, en plus de la réalisation d'un logo spécifique, quelques initiatives sont d'ores et déjà programmées :

- un colloque lors du congrès de Rennes en 2018,
- un concert à Paris, à l'église de la Madeleine, le 23 juin 2018,
- la possibilité de remettre à chaque rencontre fédérale un prix du 120^e,
- une cérémonie des vœux le 12 janvier prochain à l'occasion de laquelle sera faite une présentation du livre du 120^e anniversaire réalisé avec une forte implication de Jean Vintzel, Jean-Marie Jouaret et Marion Lacroix.

A propos des rencontres, nous comptons sur vous, responsables et membres des commissions fédérales, pour proposer dans votre activité l'épreuve ou l'action la plus adaptée pour porter ce sigle du 120^e anniversaire.

CONCLUSION

Mesdames, Messieurs,
Chers amis,

Lors de mon premier mandat j'avais fait du développement de la Fédération une priorité. Il reste une priorité de la mandature 2017-2021.

Je l'ai dit et réaffirmé à chacune de nos rencontres et de nos manifestations : garantir un développement durable et efficient est une nécessité, une exigence, un devoir si nous ne voulons pas stagner ou sombrer.

Les objectifs que j'ai fixés sont au nombre de quatre. J'y reviendrai dimanche avec une feuille de route pour la saison en cours :

- relancer les activités,
- adapter nos formations,
- renforcer notre réseau territorial,
- adapter et asseoir notre modèle économique.

Les défis seront nombreux : maintenir un budget à l'équilibre malgré les contraintes budgétaires de l'Etat et la baisse des dotations des collectivités territoriales, garantir les conditions de notre autonomie, assurer notre développement par l'évolution des titres d'appartenance, susciter des vocations, motiver de nouveaux dirigeants pour assurer le renouvellement de nos ressources humaines, faire valoir nos spécificités auprès de nos interlocuteurs publics, maintenir des relations complémentaires et respectueuses avec les fédérations délégataires, s'affranchir des clivages, des partis pris qui l'emportent parfois sur l'intérêt commun.

Pour relever ces challenges, nous aurons besoin de la mobilisation de tous. C'est en nous appuyant sans cesse sur notre projet éducatif et dans le respect de la charte éthique écrite sous l'impulsion du groupe présidé par Jean Vintzel que nous mènerons à bien la mission qui nous a été confiée.

L'avenir de la Fédération dépend de notre capacité à nous rassembler pour incarner et porter le projet que nous avons en commun.

Je compte sur votre adhésion et votre solidarité pour faire de ce projet de développement une réalité.

Je vous remercie pour votre attention.

Christian Babonneau